

## « AREVA ne fera pas la loi au NIGER » ! Une région pillée, un peuple sacrifié



Depuis 40 ans, la société française AREVA, leader mondial du nucléaire civil, tire près de 40% de sa production d'uranium du Nord Niger, pays encore classé à ce jour parmi les 3 plus pauvres de la planète.

En 2007, Areva perd son monopole et l'Etat nigérien reçoit des demandes de permis de sociétés nord-américaines, australiennes, asiatiques et sud-africaines.

Bien qu'Azelik, future grande exploitation, ait été accordé aux Chinois via la société Sino-U (CNUC), Areva a tout de même récemment obtenu l'autorisation d'exploiter l'énorme site d'Imouraren avec lequel **le Niger devrait devenir le 2ème producteur mondial.**

Les 40 années d'exploitation minière de Cogema/Areva, à Arlit et Akokan, ont eu pour premières conséquences :

- La **spoliation des terres agro-pastorales** autour des deux sites, situés dans la région d'Agadez.
- Des **bénéfices** énormes réalisés par Areva sans **retombées pour les populations** : un véritable partenariat « gagnant-perdant » !
- La **destruction de la faune et de la flore** aux alentours des mines.
- La **contamination de l'air** par des poussières et des gaz radioactifs.
- La **contamination radiologique** des ressources en **eau**.
- L'épuisement d'une des deux grandes nappes fossiles, Tarat, à hauteur de **2/3 de ses réserves** et, à moyen terme, le **tariissement irréversible de la seconde nappe**, avec le dénoyage de la partie ouest de l'aquifère (grès d'Agadez) en 40 ans.
- Des **pollutions annexes** innombrables, essentiellement dues aux activités périphériques.

La très forte demande en énergie des pays émergents a considérablement favorisé l'intérêt nouveau pour le nucléaire, énergie dite « propre », ce qui a eu pour conséquence une fulgurante ascension du prix de ce minerai. Une manne inespérée... les autorités nigériennes annoncent dès 2007 le triplement de la production pour les années à venir.

139 permis de recherche et d'exploitation ont été vendus en moins d'un an et de nombreux permis en demande seront bientôt accordés. **Ces permis, qui englobent la majeure partie des territoires des populations de la région d'Agadez (plus de 85.000 km<sup>2</sup>) sont octroyés dans l'opacité et sans aucune concertation préalable.**

A ce jour, les autorités nigériennes se refusent toujours à tout dialogue avec les populations autochtones, et ce malgré l'émergence récente d'un nouveau mouvement de rébellion condamnant sans détours cet état de fait.

Interdisant tout acte de résistance, le Niger – tacitement soutenu par l'Etat français, au travers de sa « filiale » Areva organise, une vaste campagne de discrimination avec l'objectif à peine voilé de **vider la région de ses habitants**, facilitant ainsi l'aboutissement de ses relations commerciales.



Les pleins pouvoirs sont ainsi donnés à l'armée nigérienne, l'état d'exception est décrété pour la région d'Agadez : Exécutions sommaires ciblées et arrestations arbitraires ; Destruction des moyens de subsistance des nomades (cheptel abattu, activités agricoles rendues impossibles, approvisionnements restreints, etc.) ; Populations déplacées ; ONG interdites, radios et presse muselés.

À l'heure même où la notion de développement durable, admise par tant d'Occidentaux, est plus que jamais d'actualité, il serait souhaitable que les grands groupes industriels du Nord qui sans cesse communiquent sur le bien-fondé des énergies « propres » aient la décence de reconnaître que l'énergie nucléaire n'est pas si propre que cela.

Que **le développement durable est à considérer dans sa globalité et non dans sa finalité.**

Qu'il est absolument hypocrite de nous vendre, à nous Occidentaux, une énergie prétendue sans taches, sans effets, sans conséquences, alors que loin de nous **des populations, aux conditions de vie déjà très précaires, souffrent et meurent d'un environnement vicié, d'une spoliation de leurs territoires d'attache ?**

## Le collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger »

Conscient de la catastrophe annoncée, le collectif « Areva ne fera pas la loi au Niger » mène une campagne visant à mettre la société Areva, la France, l'Union européenne et la communauté internationale face à leurs responsabilités.

**Il s'agit de dénoncer les conséquences désastreuses de nos choix énergétiques ici et de soutenir ceux qui en paient le prix là-bas.**

Réseau de solidarité et d'action, le collectif soutient, au travers de leurs représentants réfugiés en France, les populations concernées dans leur **lutte pour la reconnaissance de leurs droits, de leur dignité et de leurs libertés fondamentales.**

Le collectif dénonce la complicité de la communauté internationale et particulièrement de la France qui, avec l'aval du Président Tandja :

- Passent sous silence la réalité et la gravité du conflit.
- Cautionnent le comportement irresponsable et irrespectueux des sociétés minières.
- Affament et tuent en vertu de la concurrence et du profit.



***C'est tout un peuple, chassé de ses terres, privé de ses activités traditionnelles, de ses ressources en eau, qui est menacé de disparaître face aux enjeux géostratégiques et politiques mondiaux.***

### **Revendications**

**Nous appelons le gouvernement français, l'Union Européenne et les instances internationales :**

- à faire pression sur les autorités nigériennes afin qu'elles respectent les normes relatives aux droits de l'Homme, en particulier les droits humains non dérogeables.

**Nous appelons de toute urgence le gouvernement français, le gouvernement nigérien, l'Union européenne et les instances internationales :**

- à reconnaître l'urgence de la crise humanitaire liée aux exploitations minières.
- à mettre tout en œuvre afin de porter secours aux populations victimes du conflit (déplacés, réfugiés, détenus)
- à une action immédiate en faveur d'un retour à la paix rapide et équitablement négocié.

**Nous demandons instamment à toutes les parties impliquées :**

- L'application et le respect, sans réserve, de la déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, préalable à tout projet minier.
- L'application de la réglementation internationale en matière de radioprotection.
- L'application de l'initiative sur la transparence des industries extractives (ITIE) à laquelle le Niger a adhéré en mars 2005.
- La dépollution des sites déjà exploités et une expertise indépendante : après 40 ans d'extraction minière **un moratoire** de trois ans ou cinq ans renouvelable, avant tout nouveau projet minier, doit être obtenu de la part des instances internationales pour s'assurer que :
  - les déchets miniers (résidus et stériles) et les ferrailles contaminées ont été correctement regroupés et entreposés de façon à garantir leur confinement sur le très long terme,
  - le paysage a retrouvé ses formes anciennes et qu'il n'existe plus d'enfouissements discrets comme on en a retrouvé en France près de Saclay ou dans le Massif Central,
  - tous les travailleurs et ex-travailleurs des mines ainsi que les populations ayant vécu à proximité de l'exploitation bénéficient d'un examen médical complet, d'une évaluation rétrospective des doses subies, de l'inscription dans un programme de suivi sanitaire à long terme réalisé par des cabinets médicaux compétents et indépendants,
  - la qualité de la nappe phréatique est à un bon niveau écologique, physicochimique, etc.
- Pour les nouveaux permis, il faut s'assurer, par des contraintes a priori, que ne se renouvelleront pas les confusions actuelles entre exploitant minier et médecine d'entreprise, et que des taxes parafiscales, comme il en existe en France, seront prélevées et confiées à une gestion spécialisée et indépendante pour la remise en état des sites après extraction et pour une gestion saine, équitable et concertée des ressources en eau.

**Le collectif : %Attac, Cedetim, Collectif Tchinquagen, LCR, Les Verts, Réseau Sortir du Nucléaire, Sud Energie - Solidaires, Survie, Via Campesina.**

# Le « mai » africain : 1968 au Sénégal

L'année 1968 a été le point culminant de l'agitation et de l'activité politique sur plus d'un continent. La décennie avait été, à de nombreux égards, aussi importante pour les activistes étudiants et travailleurs en Afrique qu'en Europe et en Amérique du Nord. De façon similaire, 1968 fut une année cruciale pour les révolutionnaires sur le continent. Au Sénégal, lors d'évènements dont certains proclament qu'ils étaient antérieurs à ceux de la France, les étudiants ont été centraux dans la pire crise politique à laquelle le président, Léopold Sedar Senghor, ait eu à faire face depuis l'indépendance. Elle le força à fuir la capitale et à faire appel à l'armée française pour rétablir l'ordre, après seulement huit ans d'indépendance.



Dès la fin des années 1960, la situation du Sénégal avait commencé à se détériorer. Les Français avaient aboli les garanties de prix sur les arachides et le Sénégal connut, entre 1968 et 1969, le pire cycle de sécheresse depuis l'indépendance. Le calme politique fut finalement rompu en 1968. Le pays faisait face à des difficultés économiques. Entre 1959 et 1968, le nombre des sans travail avait augmenté de 450%, ces pertes d'emploi étant essentiellement concentrées sur Dakar. Deuxièmement, l'indépendance avait fermé l'espace politique. La principale fédération syndicale était l'Union Nationale des Travailleurs du Sénégal (UNTS), formée en 1962. Au nom de l'unité nationale, elle fut reliée à l'Etat. Les étudiants furent parmi les premiers à contester le contrôle politique du gouvernement. Le Parti Africain de l'Indépendance (PAI), qui était le plus radical, était capable de remplir le vide politique sur les campus à Dakar.

Le mouvement n'était pas simplement un reflet des événements français. La première grève étudiante, en mars, avait commencé avant les événements en France, bien que les deux mouvements fussent étroitement liés. Une grève étudiante fut appelée en mai 1968 pour s'opposer à la

décision du gouvernement de réduire le montant des bourses étudiantes. Mais les étudiants exprimaient en fin de compte un malaise urbain général. Dans les manifestations, la foule scandait : 'Le pouvoir au peuple: liberté syndicale', 'Nous voulons du travail et du riz'. Le 28 mai, une manifestation de soutien aux étudiants comptait entre 20.000 et 30.000 participants. Le soutien à la grève se répandant au-delà de l'université, le 29 mai la police fut envoyée sur le campus. Les étudiants furent attaqués brutalement. Les chiffres officiels font état d'un mort et de quatre vingt blessés. De façon incroyable, six cents étudiants furent internés dans un camp de l'armée jusqu'au 9 juin, et les étudiants étrangers furent expulsés du pays. 3.500 personnes furent arrêtées. Le 31 mai, l'UNTS appela à la grève générale.

Un militant a décrit l'atmosphère: « on avait l'impression que le pouvoir était devenu vacant ... les ministres avaient été consignés dans les bâtiments administratifs ... et de hauts responsables du parti et de l'Etat étaient cachés dans leurs maisons! » Dans une société souvent considérée comme conservatrice, le mouvement créa une unité qu'on n'avait peut-être pas vue depuis l'indépendance. La radio nationale commença à être considérée pour la première fois comme « un outil

idéologique au service du gouvernement ». Un dirigeant religieux respecté, le Khalife général des Mourides, appela les travailleurs à retourner dans leurs usines et leurs bureaux. Son message fut un cri dans le désert. Le mouvement continua à grandir. Il y eut au début de juin une vague de répression, le gouvernement ordonnant à l'armée de tirer à vue sur les manifestants. Les troupes françaises intervinrent, occupant des installations stratégiques dans la ville, l'aéroport, le palais présidentiel. L'université fut fermée, les étudiants étrangers renvoyés chez eux. Des membres du bureau national de l'UNTS et des dirigeants de plusieurs syndicats indépendants furent placés en résidence surveillée. L'état d'urgence fut déclaré à Dakar, les attroupements de plus de cinq personnes furent interdits. Pendant ce temps, le président donnait la permission à l'ambassadeur de France de prévoir son évacuation par hélicoptère du palais puis par avion jusqu'en France. Sur un ton de plus en plus hystérique, Senghor mettait le mouvement sur le compte de l'influence étrangère: « ce mouvement insurrectionnel vient de Pékin... Nous résisterons jusqu'à la fin... L'existence du Sénégal est en jeu. Si l'opposition triomphe, le pays se trouvera plongé dans la catastrophe. » Le 12 juin, le mouvement était en grande partie désamorcé. L'UNTS ayant reçu des assurances que ses membres seraient libérés, elle entra en pourparlers avec le gouvernement. Mais l'accord final comportait d'importantes concessions aussi bien aux étudiants qu'aux syndicalistes. Le

## MAI et JUIN :

### MAI 68 CE N'EST TOUJOURS QU'UN DEBUT

A l'occasion des 40 ans de Mai 1968, une série d'initiatives sont organisées par le collectif « Mai 68, ce n'est toujours qu'un début », à Paris, Lille, Londres... Au programme (entre autres) :

- Rencontre avec Peter Gowan (New Left Review), Petr Uhl et Anna Sabatova (opposants tchécoslovaques en 1968), Aurélie Trouvé, Daniel Bensaïd, samedi 24 mai, à la Bourse du travail (Bd du Temple, 75003 Paris);
- Des débats comme « Français-immigrés, même patron, même combat », Jeudi 22 mai, à la La Petite Rockette (6 rue St Maur, 75011 Paris) 19h, débat avec Laure Pitti, Gérard Prévost, Aïssa Kadri, Gilles de Staal.

Pour plus d'informations : <http://www.mai-68.org/>

salaires minimum interprofessionnel garanti (SMIG) fut augmenté de 15%, en même temps que certains privilèges des parlementaires étaient réduits drastiquement. Si ce n'était pas entièrement une victoire, ce n'était certainement pas une défaite. Mais le résultat le plus significatif de la crise était que le sentiment de l'invulnérabilité du parti au pouvoir avait été irrémédiablement endommagé.

Un témoin des événements résumait ainsi l'effet principal du soulèvement pour la société sénégalaise: « *Mai 1968 a été la sage-femme de l'ouverture démocratique*... Les militants entraînés dans les rangs du PAI ont exploité judicieusement cette faiblesse et ont donné au mouvement une orientation radicale. » Le Sénégal entrerait désormais dans une période de troubles politiques. Il y eut aussi

une prolifération de groupes d'extrême gauche, maoïstes et communistes. Des militants attaquèrent le cortège du président français Pompidou avec des cocktails Molotov lors de sa visite officielle le 5 février 1971. Et même si Senghor réussit à conserver le pouvoir, le Sénégal ne devait plus jamais être le même.

Leo Zeilig

## **Dernière Minute : Hommage à Aimé Césaire**

**C'est avec énormément d'émotion et de tristesse que nous avons appris la mort d'Aimé Césaire, cette grande figure de l'Histoire politique et culturelle, des luttes et des résistances pour tou-te-s ceux et celles qui se sont battu-e-s et se battent contre les oppressions, les injustices et l'exploitation. Le prochain numéro d'Afriques en lutte lui consacra un article spécial, non seulement pour lui rendre hommage, mais aussi et surtout pour nous rappeler et nous réapproprier toute la force de son œuvre. En attendant, pour mémoire, une de ses contributions les plus célèbres : la « Lettre à Maurice Thorez ».**



## **Lettre à Maurice Thorez : Paternalisme et fraternalisme**

**Par Aimé Césaire, 18 avril 1956**

**Aimé Césaire, Député de la Martinique,**

**A Maurice Thorez, Secrétaire Général du Parti Communiste Français.**

Maurice Thorez,

Il me serait facile d'articuler tant à l'égard du Parti Communiste Français qu'à l'égard du Communisme International tel qu'il est patronné par l'Union Soviétique, une longue liste de griefs ou de désaccords. La moisson a été particulièrement riche ces derniers temps et les révélations de Khrouchtchev sur Staline sont telles qu'elles ont plongé, ou du moins, je l'espère, tous ceux qui ont, à quelque degré que ce soit, participé à l'action communiste dans un abîme de stupeur, de douleur et de honte. Oui, ces morts, ces torturés, ces suppliciés, ni les réhabilitations posthumes, ni les funérailles nationales, ni les discours officiels ne prévaudront contre eux. Ils ne sont pas de ceux dont on conjure le spectre par quelque phrase mécanique. Désormais leur visage apparaît en filigrane dans la pâte même du système, comme

l'obsession de notre échec et de notre humiliation. Et bien entendu, ce n'est pas l'attitude du Parti Communiste Français, telle qu'elle a été définie en son XIV<sup>e</sup> Congrès, attitude qui semble avant tout avoir été dictée par le dérisoire souci des dirigeants de ne pas perdre la face, qui aura permis de dissiper le malaise et obtenu que cesse de s'ulcérer et de saigner au plus vif de nos consciences une blessure.

### **Les faits sont là, massifs**

Je cite pêle-mêle : les précisions données par Khrouchtchev sur les méthodes de Staline ; la vraie nature des rapports entre le pouvoir de l'Etat et la classe ouvrière dans trop de démocraties populaires, rapports qui nous font croire à l'existence dans ces pays d'un véritable capitalisme d'Etat exploitant la classe ouvrière de manière pas très différente de la manière dont on en use avec la classe ouvrière dans les pays

capitalistes ; la conception généralement admise dans les partis communistes de type stalinien des relations entre états et partis frères, témoin le tombereau d'injures déversées pendant cinq ans sur la Yougoslavie coupable d'avoir affirmé sa volonté d'indépendance ; le manque de signes positifs indiquant la volonté du Parti Communiste Russe et de l'Etat soviétique d'accorder leur indépendance aux autres partis communistes et aux autres états socialistes ; ou alors le manque de hâte des partis non russes et singulièrement du Parti Communiste Français à s'emparer de cette offre et à affirmer leur indépendance à l'égard de la Russie ; tout cela nous autorise à dire que – exception faite pour la Yougoslavie – dans de nombreux pays d'Europe, et au nom du Socialisme, des bureaucraties coupées du peuple, des bureaucraties usurpatrices et dont il est maintenant prouvé qu'il n'y a rien à attendre, ont réussi la piteuse merveille de transformer en cauchemar ce que

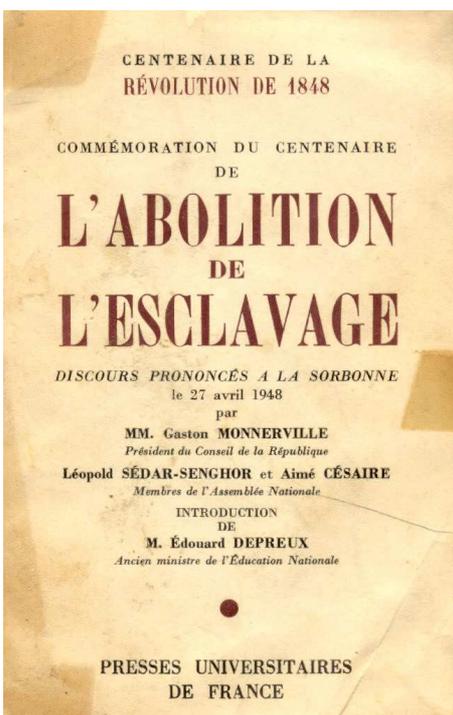
l'humanité a pendant longtemps caressé comme un rêve : le Socialisme.

Quant au Parti Communiste Français, on n'a pas pu ne pas être frappé par sa répugnance à s'engager dans les voies de la déstalinisation ; sa mauvaise volonté à condamner Staline et les méthodes qui l'ont conduit au crime ; son inaltérable satisfaction de soi ; son refus de renoncer pour sa part et en ce qui le concerne aux méthodes antidémocratiques chères à Staline ; bref par tout cela qui nous autorise à parler d'un stalinisme français qui a la vie plus dure que Staline lui, même et qui, on peut le conjecturer, aurait produit en France les mêmes catastrophiques effets qu'en Russie, si le hasard avait permis qu'en France il s'installât au pouvoir. Ici comment taire notre déception ? Il est très vrai de dire qu'au lendemain du rapport Khrouchtchev nous avons tressailli d'espérance. On attendait du Parti Communiste Français une autocritique probe ; une désolidarisation d'avec le crime qui le disculpât ; pas un reniement, mais un nouveau et solennel départ ; quelque chose comme le Parti Communiste fondé une seconde fois... Au lieu qu'au Havre, nous n'avons vu qu'entêtement dans l'erreur ; persévérance dans le mensonge ; absurde prétention de ne s'être jamais trompé ; bref chez des pontifes plus que jamais pontifiant, une incapacité sénile à se déprendre de soi même pour se hausser au niveau de l'événement et toutes les ruses puérides d'un orgueil sacerdotal aux abois. Quoi ! Tous les partis communistes bougent. Italie. Pologne. Hongrie. Chine. Et le parti français, au milieu du tourbillon général, se contemple lui, même et se dit satisfait. Jamais je n'ai eu autant conscience d'un tel retard historique affligeant un grand peuple...

Mais, quelque grave que soit ce grief – et à lui seul très suffisant car faillite d'un idéal et illustration pathétique de l'échec de toute une génération – je veux ajouter un certain nombre de considérations se rapportant à ma qualité d'homme de couleur. Disons d'un mot : qu'à la lumière des événements (et réflexion faite sur les pratiques honteuses de l'antisémitisme qui ont eu cours et continuent encore semble-t-il à avoir cours dans des pays qui se réclament du socialisme), j'ai acquis la

conviction que nos voies et celles du communisme tel qu'il est mis en pratique, ne se confondent pas purement et simplement ; qu'elles ne peuvent pas se confondre purement et simplement.

Un fait à mes yeux capital est celui-ci : que nous, hommes de couleur, en ce moment précis de l'évolution historique, avons, dans notre conscience, pris possession de tout le champ de notre singularité et que nous sommes prêts à assumer sur tous les plans et dans tous les domaines les responsabilités qui découlent de cette prise de conscience.



Singularité de notre « situation dans le monde » qui ne se confond avec nulle autre.

Singularité de nos problèmes qui ne se ramènent à nul autre problème.

Singularité de notre histoire coupée de terribles avatars qui n'appartiennent qu'à elle.

Singularité de notre culture que nous voulons vivre de manière de plus en plus réelle.

Qu'en résulte-t-il, sinon que nos voies vers l'avenir, je dis toutes nos voies, la voie politique comme la voie culturelle, ne sont pas toutes faites ; qu'elles sont à découvrir, et que les soins de cette découverte ne regardent que nous ? C'est assez dire que nous sommes convaincus que

nos questions, ou si l'on veut la question coloniale, ne peut pas être traitée comme une partie d'un ensemble plus important, une partie sur laquelle d'autres pourront transiger ou passer tel compromis qu'il leur semblera juste de passer eu égard à une situation générale qu'ils auront seuls à apprécier. Ici il est clair que je fais allusion au vote du Parti Communiste Français sur l'Algérie, vote par lequel le parti accordait au gouvernement Guy Mollet Lacoste les pleins pouvoirs pour sa politique en Afrique du Nord – éventualité dont nous n'avons aucune garantie qu'elle ne puisse se renouveler. En tout cas, il est constant que notre lutte, la lutte des peuples coloniaux contre le colonialisme, la lutte des peuples de couleur contre le racisme est beaucoup plus complexe – que dis-je, d'une tout autre nature que la lutte de l'ouvrier français contre le capitalisme français et ne saurait en aucune manière, être considérée comme une partie, un fragment de cette lutte.

Je me suis souvent posé la question de savoir si dans des sociétés comme les nôtres, rurales comme elles sont, les sociétés de paysannerie, où la classe ouvrière est infime et où par contre, les classes moyennes ont une importance politique sans rapport avec leur importance numérique réelle, les conditions politiques et sociales permettaient dans le contexte actuel, une action efficace d'organisations communistes agissant isolément (à plus forte raison d'organisations communistes fédérées ou inféodées au parti communiste de la métropole) et si, au lieu de rejeter à priori et au nom d'une idéologie exclusive, des hommes pourtant honnêtes et foncièrement anticolonialistes, il n'y avait pas plutôt lieu de rechercher une forme d'organisation aussi large et souple que possible, une forme d'organisation susceptible de donner élan au plus grand nombre, plutôt qu'à caporaliser un petit nombre. Une forme d'organisation où les marxistes seraient pas noyés, mais où ils joueraient leur rôle de levain, d'inspirateur, d'orienteur et non celui qu'à présent ils jouent objectivement, de diviseurs des forces populaires. L'impasse où nous sommes aujourd'hui aux Antilles, malgré nos succès électoraux, me paraît trancher la question : j'opte pour le plus large contre le plus étroit ; pour le mouvement qui nous met au coude à coude avec les autres et contre celui qui nous laisse entre nous ; pour celui

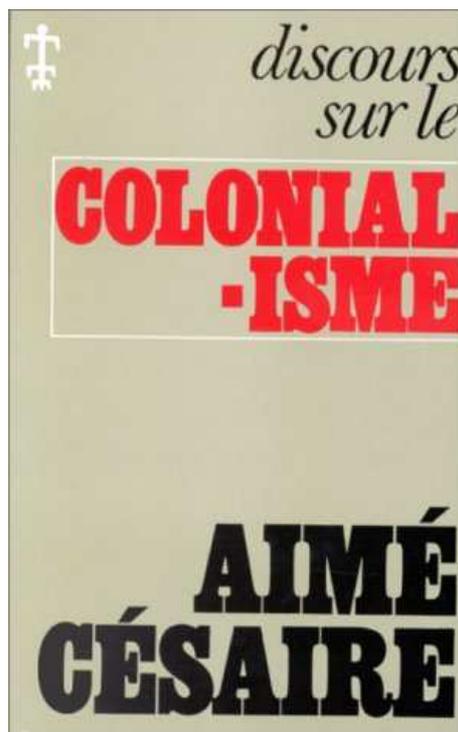
qui rassemble les énergies contre celui qui les divise en chapelles, en sectes, en églises ; pour celui qui libère l'énergie créatrice des masses contre celui qui la canalise et finalement la stérilise. En Europe, l'unité des forces de gauche est à l'ordre du jour ; les morceaux disjoints du mouvement progressiste tendent à se ressouder, et nul doute que ce mouvement d'unité deviendrait irrésistible si du côté des partis communistes staliniens, on se décidait à jeter par dessus bord tout l'impedimenta des préjugés, des habitudes et des méthodes hérités de Staline. Nul doute que dans ce cas, toute raison, mieux, tout prétexte de boudier l'unité serait enlevé à ceux qui dans les autres partis de gauche ne veulent pas de l'unité, et que de ce fait les adversaires de l'unité se trouveraient isolés et réduits à l'impuissance. Et alors, comment dans notre pays, où le plus souvent, la division est artificielle, venue du dehors, branchée qu'elle est sur les divisions européennes abusivement transplantées dans nos politiques locales, comment ne serions-nous pas décidés à sacrifier tout, je dis tout le secondaire, pour retrouver l'essentiel ; cette unité avec des frères, avec des camarades qui est le rempart de notre force et le gage de notre confiance en l'avenir.

D'ailleurs, ici, c'est la vie elle-même qui tranche. Voyez donc le grand souffle d'unité qui passe sur tous les pays noirs ! Voyez comme, çà et là, se remaille le tissu rompu ! C'est que l'expérience, une expérience durement acquise, nous a enseigné qu'il n'y a à notre disposition qu'une arme, une seule efficace, une seule non ébréchée : l'arme de l'unité, l'arme du rassemblement anticolonialiste de toutes les volontés, et que le temps de notre dispersion au gré du clivage des partis métropolitains est aussi le temps de notre faiblesse et de nos défaites. Pour ma part, je crois que les peuples noirs sont riches d'énergie, de passion qu'il ne leur manque ni vigueur, ni imagination mais que ces forces ne peuvent que s'étioler dans des organisations qui ne leur sont pas propres, faites pour eux, faites par eux et adaptées à des fins qu'eux seuls peuvent déterminer.

### **Paternalisme et fraternalisme**

Ce n'est pas volonté de se battre seul et dédain de toute alliance. C'est

volonté de ne pas confondre alliance et subordination. Solidarité et démission. Or c'est là très exactement de quoi nous menacent quelques uns des défauts très apparents que nous constatons chez les membres du Parti Communiste Français : leur assimilationisme invétéré ; leur chauvinisme inconscient ; leur conviction passablement primaire – qu'ils partagent avec les bourgeois européens – de la supériorité omnilatérale de l'Occident ; leur croyance que l'évolution telle qu'elle s'est opérée en Europe est la seule possible ; la seule désirable ; qu'elle est celle par laquelle le monde entier devra passer ; pour tout dire, leur croyance rarement avouée, mais



réelle, à la civilisation avec un grand C ; au progrès avec un grand P (témoin leur hostilité à ce qu'ils appellent avec dédain le « relativisme culturel », tous défauts qui bien entendu culminent dans la gent littéraire qui à propos de tout et de rien dogmatise au nom du parti). Il faut dire en passant que les communistes français ont été à bonne école. Celle de Staline. Et Staline est bel et bien celui qui a ré introduit dans la pensée socialiste, la notion de peuples « avancés » et de peuples « attardés ». Et s'il parle du devoir du peuple avancé (en l'espèce les Grands Russes) d'aider les peuples arriérés à rattraper leur retard, je ne sache pas que le paternalisme colonialiste proclame une autre prétention. Dans le cas de Staline et de ses sectateurs, ce n'est peut-être pas de paternalisme qu'il s'agit. Mais

c'est à coup sûr de quelque chose qui lui ressemble à s'y méprendre.

Inventons le mot : c'est du « fraternalisme ». Car il s'agit bel et bien d'un frère, d'un grand frère qui, imbu de sa supériorité et sûr de son expérience, vous prend la main (d'une main hélas ! parfois rude) pour vous conduire sur la route où il sait se trouver la Raison et le Progrès. Or c'est très exactement ce dont nous ne voulons pas. Ce dont nous ne voulons plus. Nous voulons que nos sociétés s'élèvent à un degré supérieur de développement, mais d'elles-mêmes, par croissance interne, par nécessité intérieure, par progrès organique, sans que rien d'extérieur vienne gauchir cette croissance, ou l'altérer ou la compromettre. Dans ces conditions on comprend que nous ne puissions donner à personne délégation pour penser pour nous ; délégation pour chercher pour nous ; que nous ne puissions désormais accepter que qui que ce soit, fût-ce le meilleur de nos amis, se porte fort pour nous. Si le but de toute politique progressiste est de rendre un jour leur liberté aux peuples colonisés, au moins faut-il que l'action quotidienne des partis progressistes n'entre pas en contradiction avec la fin recherchée et ne détruise pas tous les jours les bases mêmes, les bases organisationnelles comme les bases psychologiques de cette future liberté, lesquelles se ramènent à un seul postulat : le droit à l'initiative.

Je crois en avoir assez dit pour faire comprendre que ce n'est ni le marxisme ni le communisme que je renie, que c'est l'usage que certains ont fait du marxisme et du communisme que je réprovoque. Que ce que je veux, c'est que marxisme et communisme soient mis au service des peuples noirs, et non les peuples noirs au service du marxisme et du communisme. Que la doctrine et le mouvement soient faits pour les hommes, non les hommes pour la doctrine ou pour le mouvement. Et bien entendu cela n'est pas valable pour les seuls communistes. Et si j'étais chrétien ou musulman, je dirais la même chose. Qu'aucune doctrine ne vait que repensée par nous, que repensée pour nous, que convertie à nous. Cela a l'air d'aller de soi. Et pourtant dans les faits cela ne va pas de soi. Et c'est ici une véritable révolution copernicienne qu'il faut imposer, tant est enracinée en Europe, et dans tous les partis, et

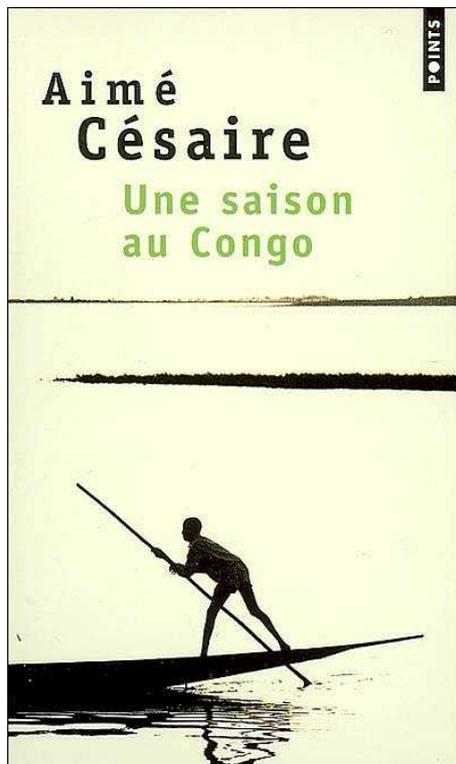
dans tous les domaines, de l'extrême droite à l'extrême gauche, l'habitude de faire pour nous, l'habitude de disposer pour nous, l'habitude de penser pour nous, bref l'habitude de nous contester ce droit à l'initiative dont je parlais tout à l'heure et qui est, en définitive, le droit à la personnalité.

C'est sans doute là l'essentiel de l'affaire.

Il existe un communisme chinois. Sans très bien le connaître, j'ai à son égard un préjugé des plus favorables. Et j'attends de lui qu'il ne verse pas dans les monstrueuses erreurs qui ont défiguré le communisme européen. Mais il m'intéresserait aussi et plus encore, de voir éclore et s'épanouir la variété africaine du communisme. Il nous proposerait sans doute des variantes utiles, précieuses, originales et nos vieilles sagesses nuanceraient, j'en suis sûr, ou compléteraient bien des points de la doctrine. Mais je dis qu'il n'y aura jamais de variante africaine, ou malgache, ou antillaise du communisme, parce que le communisme français trouve plus commode de nous imposer la sienne. Qu'il n'y aura jamais de communisme africain, malgache ou antillais, parce que le Parti Communiste Français pense ses devoirs envers les peuples coloniaux en termes de magistère à exercer, et que l'anticolonialisme même des communistes français porte encore les stigmates de ce colonialisme qu'il combat. Ou encore, ce qui revient au même, qu'il n'y aura pas de communisme propre à chacun des pays coloniaux qui dépendent de la France, tant que les bureaux de la rue Saint-Georges, les bureaux de la section coloniale du Parti Communiste Français, ce parfait pendant du Ministère de la rue Oudinot, persisteront à penser à nos pays comme à terres de missions ou pays sous mandat. Pour revenir à notre propos, l'époque que nous vivons est sous le signe d'un double échec : l'un évident, depuis longtemps, celui du capitalisme. Mais aussi l'autre, celui, effroyable, de ce que pendant trop longtemps nous avons pris pour du socialisme ce qui n'était que du stalinisme. Le résultat est qu'à l'heure actuelle le monde est dans l'impasse.

Cela ne peut signifier qu'une chose : non pas qu'il n'y a pas de route pour en sortir, mais que l'heure est venue d'abandonner toutes les vieilles routes. Celles qui ont mené à l'imposture, à la tyrannie, au crime.

C'est assez dire que pour notre part, nous ne voulons plus nous contenter d'assister à la politique des autres. Au piétinement des autres. Aux combinaisons des autres. Aux rafistolages de consciences ou à la casuistique des autres.



### **L'heure de nous mêmes a sonné.**

Et ce que je viens de dire des nègres n'est pas valable que pour les nègres. Oui tout peut encore être sauvé, tout, même le pseudo socialisme installé çà et là en Europe par Staline, à condition que l'initiative soit rendue aux peuples qui jusqu'ici n'ont fait que la subir ; à condition que le pouvoir descende et s'enracine dans le peuple, et je ne cache pas que la fermentation qui se produit à l'heure actuelle en Pologne, par exemple, me remplit de joie et d'espoir. Ici que l'on me permette de penser plus particulièrement à mon malheureux pays : la Martinique. J'y pense pour constater que le Parti Communiste Français est dans l'incapacité absolue de lui offrir une quelconque perspective qui soit autre chose qu'utopique ; que le Parti Communiste Français ne s'est jamais soucié de lui en offrir ; qu'il n'a jamais pensé à nous qu'en fonction d'une stratégie mondiale au demeurant déroutante. J'y pense pour constater que le communisme a achevé de lui passer autour du cou le nœud coulant de l'assimilation ; que le communisme

a achevé de l'isoler dans le bassin caraïbe ; qu'il a achevé de le plonger dans une manière de ghetto insulaire ; qu'il a achevé de le couper des autres pays antillais dont l'expérience pourrait lui être à la fois instructive et fructueuse (car ils ont les mêmes problèmes que nous et leur évolution démocratique est impétueuse) : que le communisme enfin, a achevé de nous couper de l'Afrique Noire dont l'évolution se dessine désormais à contre-sens de la nôtre. Et pourtant cette Afrique Noire, la mère de notre culture et de notre civilisation antillaise, c'est d'elle que j'attends la régénération des Antilles, pas de l'Europe qui ne peut que parfaire notre aliénation, mais de l'Afrique qui seule peut revitaliser, repersonnaliser les Antilles.

Je sais bien. On nous offre en échange la solidarité avec le peuple français ; avec le prolétariat français, et à travers le communisme, avec les prolétariats mondiaux. Je ne nie pas ces réalités. Mais je ne veux pas ériger ces solidarités en métaphysique. Il n'y a pas d'alliés de droit divin. Il y a des alliés que nous imposent le lieu, le moment et la nature des choses. Et si l'alliance avec le prolétariat français est exclusive, si elle tend à nous faire oublier ou contrarier d'autres alliances nécessaires et naturelles, légitimes et fécondantes, si le communisme saccage nos amitiés les plus vivifiantes, celle qui nous unit à l'Afrique, alors je dis que le communisme nous a rendu un bien mauvais service en nous faisant troquer la Fraternité vivante contre ce qui risque d'apparaître comme la plus froide des abstractions. Je préviens une objection. Provincialisme ? Non pas. Je ne m'enterre pas dans un particularisme étroit. Mais je ne veux pas non plus me perdre dans un universalisme décharné. Il y a deux manières de se perdre : par ségrégation murée dans le particulier ou par dilution dans l'« universel ». Ma conception de l'universel est celle d'un universel riche de tout le particulier, riche de tous les particuliers, approfondissement et coexistence de tous les particuliers. Alors ? Alors il nous faudra avoir la patience de reprendre l'ouvrage, la force de refaire ce qui a été défait ; la force d'inventer au lieu de suivre ; la force « d'inventer » notre route et de la débarrasser des formes toutes faites, des formes pétrifiées qui l'obstruent. En bref, nous considérons désormais comme notre devoir de

conjuguer nos efforts à ceux de tous les hommes épris de justice et de vérité pour bâtir des organisations susceptibles d'aider de manière probe et efficace les peuples noirs dans leur lutte pour aujourd'hui et pour demain : lutte pour la justice ; lutte pour la

culture ; lutte pour la dignité et la liberté ; des organisations capables en un mot de les préparer dans tous les domaines à assumer de manière autonome les lourdes responsabilités que l'histoire en ce moment même fait peser si lourdement sur leurs épaules.

Dans ces conditions, je vous prie de recevoir ma démission de membre du Parti Communiste Français.

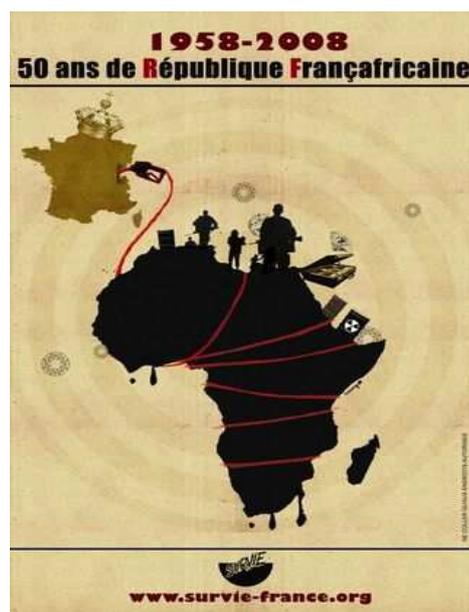
**Aimé Césaire,**

**Paris, le 24 octobre 1956**

### **- DU 7 AVRIL AU 13 MAI : LE MOI(S) CONTRE LA FRANÇAFRIQUE**

« Afin de donner une audience plus large à ces revendications, Survie organise du 7 avril au 13 mai un mois de mobilisations partout en France : interpellation des élus et sensibilisation du grand public avec des conférences, des projections débats, des tables de presse, des concerts, des manifestations... Cette année, le « Moi(s) contre la Françafrique » se déroulera du 7 avril (date du début du génocide au Rwanda en 1994) au 13 mai (le 13 mai 1958 étant considéré dans l'histoire officielle comme l'avènement de la Vème République et le retour au pouvoir du général de Gaulle). En 1958, l'instauration de la Vème République par le général de Gaulle (rappelé au pouvoir en pleine guerre d'Algérie) coïncide avec la mise en place de la Françafrique, devenue en quelque sorte consubstantielle d'une République qui s'attachera, jusqu'aujourd'hui encore, à garder une haute main sur les pays africains et leurs ressources naturelles. La stigmatisation des 50 ans de cette politique, non démocratique, est pour nous l'occasion d'appeler à un changement réel et à une véritable rupture dans ces pratiques par un assainissement des relations franco-africaines. Dans le cadre du Mois contre la Françafrique organisé par Survie, Moussa Tchangari, animateur d'Alternative Niger, est invité en France du 13 au 27 avril, pour plusieurs conférences et rendez-vous avec des élus locaux pour présenter un état des lieux de la situation et relayer les exigences démocratiques exprimées par les organisations de la société civile. Il participe aux forums sociaux régionaux et mondiaux, et avait été arrêté en 2005 lorsqu'il portait la voix des 70 000 Nigériens descendus pacifiquement dans la rue pour protester contre une loi de finance aux effets catastrophiques pour la grande majorité de la population. »

Pour plus d'infos, site de Survie : [http://survie-france.org/article.php3?id\\_article=1127](http://survie-france.org/article.php3?id_article=1127)



### **- JEUDI 8 MAI : MARCHE DECOLONIALE**

« Le 8 mai prochain, MARCHONS pour montrer que le chemin de la dignité passe par la convergence, au sein d'une même organisation politique autonome, antiraciste et décoloniale, de tous ceux qui sont aujourd'hui traités comme des indigènes. En France, des nostalgiques semblent regretter le temps béni des colonies... Mais qu'on les rassure ! Ce temps-là est loin d'être mort ! L'Etat français s'en porte en effet garant : il entretient la continuité coloniale à la française : le racisme républicain. (...) Le président de la république poursuit, renforce et assume une politique de préférence raciale, entretenue plus ou moins discrètement par ses prédécesseurs à la tête de l'Etat, aidé en cela par une offensive raciste généralisée en Europe, sur fond de « choc des civilisations ». Et pour neutraliser nos révoltes et nos résistances, Mr Sarkozy exhibe ses marionnettes noires, arabes et/ou musulmanes ! Notre devoir est d'organiser nos résistances et nos luttes. Ne continuons pas dans la division ; cessons de nous mobiliser de manière ponctuelle ou dispersée, ou encore en confiant à d'autres le soin de lutter à notre place. (...) Parce que le racisme est l'œuvre d'un système politique, économique, politique et culturel bien ancré, défendre nos intérêts dans les quartiers, les entreprises, les écoles..., construire l'égalité de traitement, la justice pour tous et la citoyenneté, imposer le respect du droit des peuples à l'autodétermination, passe nécessairement par l'investissement du champ politique. (...) » Paris, le 10 février 2008. Le Collectif de la Marche décoloniale du 8 mai

Le Collectif de la Marche décoloniale du 8 mai est composé des associations suivantes :

Association des Etudiants de Culture Africaine de Lyon (AECAL), Association des Etudiants kanaks, Cercle de Réflexion Citoyenne de Mantes-la-Jolie, Collectif Racisme et Discriminations de la Société Renault, Comité des familles pour survivre au SIDA, Groupe Frantz Fanon de Bagnolet, Les Indigènes de Belgique, KARITE panafricaine des droits de l'homme et de la diversité (LYON), Kolektiv réunionnais SORT DOVAN, Mouvement des Indigènes de la République (MIR), Mouvement pour une Nouvelle Humanité (MNH), les Républicains Basanés, Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT), Véto ! (Garges-Sarcelle) Pour plus d'infos : <http://www.indigenes-republique.org/spip.php?rubrique77>

-----  
Pour nous contacter : mel : [afriquesenlutte@yahoo.fr](mailto:afriquesenlutte@yahoo.fr) ; site : <http://afriquesenlutte.blogspot.com/>

LCR : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil

Tél.: 01 49 28 52 99 — site web: <http://www.lcr-rouge.org>, [lcr@lcr-rouge.org](mailto:lcr@lcr-rouge.org).